



JAUSIERS

Après l'accident mortel de mercredi soir, le conducteur devant le juge d'instruction

» La garde à vue du conducteur de la voiture qui a fauché deux adolescents de 17 ans, mercredi à Jausiers, a pris fin hier dans l'après-midi. Cet artisan de 40 ans, qui a été interpellé à Miramas (Bouches-du-Rhône) dans la nuit de mercredi à jeudi, après avoir pris la fuite, a été présenté au juge d'instruction, hier soir. Alexandre Caire est décédé sur le coup. Bastien, la deuxième victime, opérée d'une hémorragie cérébrale jeudi, était hier en service de réanimation à l'hôpital de La Timone à Marseille.

PARIS HAUTES-ALPES

Christophe Pierrel nommé au cabinet de François Hollande

» Il prendra ses fonctions lundi. Christophe Pierrel, trentenaire gapençais, va rejoindre le cabinet du président de la République à l'Élysée. Il occupe actuellement la fonction de chef de cabinet de Patrick Kanner, ministre des Sports, après avoir occupé les mêmes fonctions auprès d'Arlette Carliotti. Christophe Pierrel a également été conseiller du président de la région Paca, Michel Vauzelle. Militant socialiste, il sera candidat suppléant aux prochaines élections départementales à Gap.



VOTRE RÉGION

ALPES DU SUD | Le gouvernement a demandé un rapport sur l'avenir des trains d'équilibre du territoire : le "Paris-Briançon" est concerné

Le train de nuit Paris-Briançon observé à la loupe par la commission Duron



Les motrices neuves promises en 2013 devaient faire leurs entrées en gares en 2014, mais le renouvellement du parc roulant vient d'être repoussé à 2016. Archives A.L.

Des motrices asthéniques qui tombent régulièrement en panne. Des wagons couchettes devenus obsolètes. Une voie ferrée délabrée entre Montdauphin et Briançon. La circulation du train de nuit Paris-Briançon est chaotique dans les Hautes-Alpes.

Élus locaux, professionnels du tourisme, associations de défense des usagers, représentants des commerçants ou simples citoyens ne cessent de rabrouer la SNCF et RFF, mais rien ne se passe. Les projets de rénovation du réseau ferroviaire sont reculés. Si bien que la convention relative à l'exploitation des trains d'équilibre du territoire est arrivée à expiration le 31 décembre 2014 sans qu'aucune amélioration significative n'ait endigué les problèmes de desserte.

Les motrices neuves promises en 2013 devaient faire leurs entrées en gares en 2014, mais le renouvellement du parc roulant vient d'être repoussé à 2016. Quant aux 22 millions d'euros de travaux à réaliser sur les rails, ils ne sont inscrits dans aucun plan de financement, l'État et la Région se renvoyant la balle.

« C'est la catastrophe »

Conscient qu'il fallait mettre la machine décisionnaire en route avant que la machine explose (les locomotives comme la vox populi), le gouvernement vient de créer une commission "Avenir des trains d'équilibre du territoire", dont Philippe Duron, député PS du Calvados, a été nommé président (lire ci-dessous). Cette commission devrait ren-

dre ses préconisations courant mai. Un laps de temps que le collectif de défense de la desserte ferroviaire du Val Durance compte utiliser pour mettre la pression sur les décideurs et les financeurs.

Une pétition est déjà lancée, une motion est soumise au vote des conseils municipaux et des actions de sensibilisation de l'opinion publique sont prévues aujourd'hui. Une réunion de concertation avec la sous-préfète de Briançon s'est tenue mardi et Robert de Caumont a rendu visite au député Duron.

Pour l'ancien député-maire de Briançon, membre de ce collectif et usager de cette ligne depuis 1949, « c'est la catastrophe. On sait que les motrices vont crever, mais on ne fait rien. Quand j'étais maire de Briançon (1983-1991), il y avait 52 circulations sur cette voie, avec des liaisons directes vers Brest, Strasbourg ou Bruxelles. C'est la preuve qu'avec un peu d'organisation, il est techniquement possible d'utiliser cette ligne à bon escient. »

Des arguments à défendre

Les accusations portées par le collectif sont assez lourdes de sens, car elles laissent à penser que RFF et la SNCF laissent volontairement le réseau se dégrader. « Nous le pensons effectivement. Régulièrement, la ligne est fermée, alors la SNCF met des cars de substitution et annonce, à l'heure du bilan, que "les taux de fréquentation du train de nuit sont faibles". Or les chiffres sont manipulés. À Briançon, si on perd le train,

cela va accentuer la dévitalisation du territoire », poursuivent les représentants du collectif.

« Briançon va être une ville classée à l'Unesco... sans accès au train ? Ça n'est pas possible. Et puis, dans 10 ans, quand la ligne Lyon-Turin sera terminée, il n'y aura même plus de TGV à Oulx ? Ça aussi, c'est embêtant. Briançon est également la seule station de sports d'hiver européenne où l'on descend en gare skis aux pieds. Il y a donc des atouts à défendre. Mais nous avons l'impression que la SNCF laisse se détériorer l'affaire pour dégoûter les gens et fermer la ligne sans créer trop de vagues. »

Sécurité, mobilité, désenclavement, transition énergétique, développement économique : les défenseurs du train de nuit Paris-Briançon veulent faire entendre leurs arguments.

Yoann GAVOILLE

L'INFO EN +

MOBILISATION AUJOURD'HUI

Le collectif de défense de la ligne ferroviaire du Val Durance a prévu des actions festives aujourd'hui à partir de 19 h 45 dans les gares de Briançon, L'Argentière-la-Bessée, Montdauphin et Embrun. Peut-être à Gap et Veynes également. L'objectif est de sensibiliser le grand public, notamment les vacanciers, de la menace qui pèse sur le train de nuit Paris-Briançon.

PÉTITION ET MOTION

Le collectif a lancé une pétition en ligne sur internet et en version papier afin d'obtenir l'adhésion de l'opinion publique. Aussi, le collectif propose à tous les conseils municipaux des Hautes-Alpes d'adopter une motion de soutien à la desserte ferroviaire.

LA PHRASE

« Il n'est pas prévu que la SNCF communique sur le train de nuit Paris-Briançon. Ce sujet est suivi directement par le ministère des Transports en raison de la mission qui a été confiée au député Duron sur les trains d'équilibre du territoire. »

Michaël Chéfiès responsable de la communication à la direction régionale de la SNCF

LE CHIFFRE

116000 C'est le chiffre approximatif de la fréquentation annuelle du train de nuit Paris-Briançon. Le chiffre exact n'est pas connu, car, « pour des raisons commerciales et vis-à-vis de la concurrence, nous ne rendons pas publics les chiffres de fréquentation des trains », précise la direction régionale de la SNCF.

La commission Duron en ordre de marche

Le secrétaire d'État chargé des Transports, Alain Vidalies, a lancé, mi-novembre, une commission baptisée "Avenir des trains d'équilibre du territoire".

« Il est nécessaire que l'offre de transport ferroviaire conventionnée par l'État réponde à un besoin d'intérêt national clairement identifié et regagne en cohérence auprès des voyageurs qui utilisent ces trains d'équilibre du territoire », a déclaré Alain Vidalies lors de l'installation de la commission. Une commission présidée par Philippe Duron, député PS du Calvados, et composée de cinq parlementaires, deux élus régionaux et quatre personnalités de la vie civile.

Conclusions sous 6 mois

Ses travaux devront permettre de clarifier l'articulation des trains d'équilibre du territoire avec les autres services de transport ferroviaire, notamment les TER, mais aussi avec les alternatives qui peuvent représenter les autres modes de transports ou les nouvelles formes de mobilité.

Les conclusions et les recommandations de la commission seront remises sous la forme d'un rapport dans un délai de 6 mois, en vue de permettre la préparation d'une nouvelle convention d'exploitation TET dès 2016. Ce rapport fera l'objet d'une présentation aux commissions compétentes du parlement, préalablement à la décision du gouvernement.

La commission : la sénatrice



Le député PS du Calvados Philippe Duron a été mandaté par le gouvernement pour plancher sur les trains d'équilibre du territoire. Photo Max PPP/Vincent ISORE

centriste de Vendée Annick Billon, la députée PRG du Lot Dominique Orliac, le député UMP de Charente-Maritime Dominique Bussereau, le sénateur PS d'Indre-et-Loire Jean-Jacques Filleul, le sénateur EE-LV de l'Essonne Jean-Vincent Placé, Claude Gewerc, président PS du conseil régional de Picardie, Luc Bourdige, vice-président Front de gauche des transports au conseil régional d'Auvergne, Jean-

Marie Bertrand, président de chambre honoraire à la Cour des comptes, Marc d'Aubreby, coordonnateur du collège "Transports terrestres" du conseil général de l'environnement et du développement durable, Deniz Boy, chargé de mission au commissariat général à l'égalité des territoires, et Pierre Zembri, directeur du laboratoire "ville-mobilité-transport" à l'École nationale des ponts et chaussées.